

**RELIGIONS** Comment sont formés les imams de Suisse? Une étude fait le point et propose des pistes d'améliorations. **15**

**SOLIDARITÉ** Depuis trente ans, l'éducation se retrouve au centre des conflits sociaux au Chili. **18**

le **MAG** Les podcasts féministes font un tabac. Interview de Victoire Tuillon, des «Couilles sur la table». **23**

# WEEK-END

ENJEU  
13

LE COURRIER  
VENDREDI 8 NOVEMBRE 2019

Le fondateur de WikiLeaks sera au cœur de «Presse (censure)», le mois d'agitation créative proposé dès ce soir à Genève. En prélude, *Le Courrier* a rencontré Andreas Noll, cheville ouvrière de l'offre d'asile suisse à Julian Assange

## «A travers Assange, c'est le journalisme qu'on veut domestiquer»

PROPOS RECUEILLIS PAR  
BENITO PEREZ

**Libertés** ► La prise de position, en avril dernier, quelques jours après que Julian Assange avait été livré à la police londonienne, avait eu un certain écho. Vingt-deux personnalités, allemandes essentiellement, invitaient le Conseil fédéral à octroyer l'asile au fondateur de WikiLeaks, menacé d'extradition vers les Etats-Unis, pays qui lui reproche d'avoir divulgué des secrets d'Etats, dont des crimes de guerre, contre l'humanité et des surveillances illégales. «Face au risque de torture et de procès inéquitable» et «parce que Julian Assange et Wikileaks n'ont fait que défendre les valeurs fondamentales de notre constitution, à savoir la liberté de la presse, la liberté de parole et d'expression et la démocratie», justifiait l'appel adressé au gouvernement suisse.

Corédacteur du texte, l'avocat pénaliste bâlois Andreas Noll, 46 ans, sera ce vendredi soir à Genève pour lancer, au côté du père de Julian Assange, «Presse (censure)», une série d'expos, de débats, de rencontres et d'ateliers sur ce thème (lire ci-dessous). Au *Courrier*, il dit le caractère fondamental du combat pour Julian Assange.

**Pourquoi vous êtes vous engagé pour que la Suisse donne l'asile à Julian Assange?**

Andreas Noll: Celui qui a révélé des crimes de guerre ne doit pas être livré à ceux qui les ont commis! Toute cette affaire est obscène et illégale. Julian Assange a été traîné hors de l'ambassade d'Equateur en violation du droit international impérial. En tant que journaliste de révéla-

tion, il a été récompensé à plusieurs reprises. Nous ne pouvons pas détourner le regard. Ni, pire, regarder et garder le silence! Nous devons prendre parti pour ceux qui ont le courage de dénoncer et qui risquent de le payer d'un emprisonnement à vie.

**Pourquoi le cas Assange est-il si important, de quoi est-il symbolique?**

Je répondrais par la première phrase de l'acte d'accusation aux Etats-Unis: «Julian Paul Assange est le visage public de 'WikiLeaks', un site Web créé avec d'autres personnes comme 'agence de renseignement du peuple'». Cette phrase résume remarquablement et ouvertement le programme américain: ce n'est pas une procédure contre un justiciable, c'est une opération politique contre WikiLeaks. Julian Assange incarne le risque que l'opinion publique se forme sur la base de faits, la possibilité d'un journalisme remplissant pleinement son rôle démocratique. Un antidote aux médias de manipulations et une alternative à l'information-divertissement.

L'objectif réel des Etats-Unis n'est pas seulement Assange, il est d'influencer toute la sphère médiatique. Les chiens de garde de l'opinion (*public watchdog*) doivent devenir des chiens de compagnie (*public lapdog*). Si Julian Assange n'est pas protégé de la procédure américaine, cela marquera probablement la fin des acquis occidentaux en matière de libertés individuelles. C'est dans les moments de crise, de conflit aigu, comme celui-ci, que les droits individuels montrent leur validité, leur robustesse. Sinon la jurisprudence dégènera.

**Quelles démarches avez-vous entreprises? Quelles ont été les réactions? Et les résultats?**

Le Conseil fédéral n'a pas réagi. La couverture médiatique a été relativement importante, malheureusement pour une courte période seulement.

**«C'est dans les moments de crise, de conflit aigu, que les droits individuels montrent leur validité» Andreas Noll**

Nous ne lâchons pas. Mais nous manquons de ressources humaines et financières. Pour cette raison, notre champ d'action se limite actuellement à rendre l'appel accessible à un large public. On peut le signer sur notre site [www.asylas-sange.ch](http://www.asylas-sange.ch) ou inviter d'autres personnes à en faire de même.

**Finalement, malgré l'impact qu'ont eu ses révélations,**

### UN MOIS CONTRE LES CENSURES

Au milieu des vieilles presses réhabilitées, l'ancienne usine de pièces détachées de la rue du Vuache, à Genève, hébergera une foule d'événements jusqu'au 7 décembre. Du vernissage des expositions (lire en page suivante), ce soir à 17h, en présence de John Shipton, le père de Julian Assange, et de l'avocat bâlois Andreas Noll, jusqu'au finissage musical, performatif, festif et engagé du samedi 7 décembre (20 h), les locaux de l'Association pour le patrimoine industriel (API) accueilleront plusieurs ateliers d'écriture ou de «prise de vue, prise de parole, prise de position»<sup>1</sup>. Le débat et la dénonciation des nouvelles formes de censure

s'articuleront autour de deux tables rondes, les 14 (18 h 30) et 28 novembre (18 h). La première discussion, intitulée «La guerre contre la vérité», bénéficiera de la présence du rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Nils Melzer. La seconde portera sur les mécanismes de la censure, avec des contributions du secrétaire général suisse de Reporters sans frontières, Denis Masmejan, d'un étudiant et de Benito Perez, journaliste au *Courrier*. **CO**

Programme: [www.patrimoineindustriel.ch/2019/10/27/presse-censure](http://www.patrimoineindustriel.ch/2019/10/27/presse-censure)

<sup>1</sup> Rens. et inscriptions: 022 340 44 10. Prix: à bien plaisir. Avec le soutien de la Courage Foundation.



Arrêté en avril dernier, Julian Assange serait en très mauvaise santé. Le rapporteur onusien ad hoc estime qu'il est victime de torture psychologique. KEYSTONE

**Julian Assange n'est pas très populaire...**

Lors de l'audience du 21 octobre dernier, Julian Assange l'a dit ainsi devant le tribunal: «La superpuissance a eu dix ans pour préparer son dossier, elle disposait de ressources illimitées alors que, moi, je n'avais même pas accès à mes écrits.» Quand il s'est réfugié dans l'ambassade équatorienne au nez et à la barbe des Américains, il a été célébré dans le monde entier en tant que héros, voire idole. A l'époque, il était impossible de le traduire

en justice sans en faire un martyr. Puis il y a eu un démontage minutieux du travail journalistique de ce professionnel pourtant plusieurs fois primé.

Et il y a eu l'affaire des allégations d'agression sexuelle en Suède. Celles-ci ont été abandonnées quatre fois et chaque fois relancées. En tant qu'avocat, je n'ai jamais eu connaissance d'une affaire pareille, où l'on rouvre constamment un dossier sans nouveauté substantielle. Encore moins dans une affaire où il n'y a d'autre élément que les déclarations des

personnes directement impliquées. L'affaire est bien évidemment politique. Le rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Nils Melzer, l'a lui-même récemment déclaré.

Enfin son image a souffert des allégations selon lesquelles Donald Trump lui devrait son élection.

**On lui a aussi reproché d'avoir pris le risque de publier des documents diplomatiques sans prendre le temps d'en expurger les noms. Ce qui aurait mis des informateurs en danger.**

Cela fait partie de la même campagne de diffamation. La vérité est bien différente: la publication des *Afghan War Logs* (*Journal de guerre afghan*, lire page suivante, ndlr) en 2010 était une collaboration entre le *Guardian*, le *New York Times* et *Der Spiegel*, d'une part, et Julian Assange, de l'autre. Le témoignage du journaliste d'investigation Mark Davis<sup>1</sup>, qui a accompagné Assange dans le bunker du *Guardian*, est clair. Assange souhaitait reporter la date de publication. Ce qui a été refusé par le journal. Il est le seul des journalistes impliqués à avoir exprimé son inquiétude...



... à propos des personnes nommées. Bien que le *Guardian* et le *New York Times* disposent de ressources abondantes, Assange n'a reçu aucune aide de leur part pour anonymiser les quelque 90 000 documents. Malgré cela, il a réussi à occulter quelque 10 000 noms en moins de trois jours de travail nocturne.

Les forces américaines et australiennes ont elles-mêmes admis que la publication de ces documents n'avait eu aucune conséquence dramatique.

**Julian Assange a passé sept ans enfermé dans l'ambassade d'Équateur à Londres, les deux derniers dans un environnement**

**devenu hostile. Il est désormais incarcéré depuis avril dans l'attente que la Grande-Bretagne se prononce sur la demande d'extradition des États-Unis. Comment voyez-vous évoluer sa situation?**

Ceux qui ont lu les récits de témoins oculaires – par exemple l'ancien diplomate du Royaume-Uni Craig Murray<sup>2</sup> – de l'audience de Julian Assange devant le tribunal le 21 octobre 2019 savent dans quel état de santé inquiétant il se trouve: il a perdu plus de 15 kg et son état psychique est catastrophique. Cette personne reconnue pour son intelligence avait même du mal à préciser son nom et sa

date de naissance. Il n'était visiblement pas en mesure de suivre son procès.

Ce sont les symptômes typiques de la torture mentale continue à laquelle Julian Assange est exposé. Il est enfermé seul dans sa cellule vingt-trois heures par jour. Et pendant son heure de sortie, tous les autres prisonniers sont enfermés dans leurs cellules pour qu'il ne puisse parler à personne. C'est la torture psychique classique de la «privation sensorielle». Ses conséquences dévastatrices sont très bien documentées: perte de la capacité d'articulation et de la parole, manque de concentration, trouble de la

pensée, diminution de la mémoire, anxiété, délirés avec hallucinations, pouvant même conduire à une schizophrénie irréversible. L'isolement provoque également des symptômes physiques tels que vertiges, troubles du sommeil, changements de poids, etc.

Le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, Nils Melzer, a déclaré dans son rapport du 27 mai 2019 que Julian Assange montrait «tous les symptômes d'une torture psychologique prolongée». Le 1<sup>er</sup> novembre, Melzer a sonné l'alerte estimant qu'Assange pouvait mourir s'il n'était pas libéré prochainement. Les Amé-

ricains ne veulent même pas l'extradition. Il leur suffit de lui faire subir des dommages durables. Son naufrage psychique devenant ainsi une sorte de mémorial vivant, un avertissement pour tous ceux qui voudraient dénoncer les sales machinations de la superpuissance militaire américaine.

**La demande d'un asile en Suisse a-t-elle encore un sens? Comment et quand pourrait-elle se réaliser?**

Elle est plus urgente que jamais. Bien que l'Équateur et le Royaume-Uni aient violé le droit international, cela ne dédouane pas les autres États.

Tous ont la responsabilité de faire appliquer les droits humains. La Suisse pourrait agir. Par le passé, elle a fait preuve d'ingéniosité comme dans le cas d'Emin Hüseynov (*journaliste azerbaïdjanais réfugié à l'ambassade suisse à Bakou et exfiltré en 2014 par le conseiller fédéral Didier Burkhalter, ndlr*). Quoi qu'il en soit, il est extrêmement important que des États comme la Suisse commencent à s'investir sur le cas de Julian Assange, par exemple au sein des Nations Unies. **I**

<sup>1</sup> [www.youtube.com/watch?v=uZky-LoaMvRg](http://www.youtube.com/watch?v=uZky-LoaMvRg)  
<sup>2</sup> [www.craigmurray.org.uk/archives/2019/10/assange-in-court](http://www.craigmurray.org.uk/archives/2019/10/assange-in-court)

# La parole aux artistes

**Expos ▶ A l'API, à Genève, quatre accrochages rendent hommage aux médias écrits sous pression.**

La star, c'est elle: #WeAreMillions, une installation venue tout droit de Norvège. Au cœur des locaux de l'Association pour le patrimoine industriel (API), à Genève, entre moult trésors liés à l'impression, la proposition imaginée par la Courage Foundation est participative. Le public peut se faire prendre en photo avec une pancarte en soutien à Julian Assange ou en faveur de la liberté de la presse. Le cliché sera imprimé puis exposé sur place, tout en alimentant une base de données en ligne comprenant d'ores et déjà les bobines de Ken Loach, Pamela Anderson, M.I.A. ou Oliver Stone.

Dans les salles voisines, après un survol de l'histoire de la presse écrite proposé par Armand Brulhart, la dimension artistique de «Presse (censure)» s'exprime dans une exposition de groupe. Multipliant les médiums, les œuvres sont présentées entre machines, meubles et moult cadratins – une proposition commissionnée par Mael Denegri.

Raccord avec ce qui se passe actuellement au Chili, Marisa Cornejo évoque les années Pinochet et les exactions de la Dina, la police secrète de la dictature. Par une photo, Angela Marzullo surprend pour sa part ses filles en train d'écrire «deso-



Les œuvres d'Angela Marzullo et Hadrien Dussoix, à l'API. TTH

béissance» sur le mur d'un salon arty; alors qu'Omar Ba peint un grand visage noir à la bouche qu'on soupçonne entravée. À côté, un panneau «Fight The Power» invite à agir: écrit à l'envers, le slogan est destiné à l'impression.

En face, référence directe au film *Sleep* (1963) d'Andy Warhol, qui espionnait le sommeil du poète John Giorno, la vidéo *Sleep - Al Naim* (2005-2012) de Mounir Fatmi montre l'écrivain Salman Rushdie dans les bras de morphée. Ou plutôt une animation 3D de l'auteur des *Versets sataniques* – une rencontre Fatmi-Rushdie n'a été rendue possible qu'après la réalisation de l'œuvre. La vidéo a été censurée à plusieurs reprises, notamment dans le cadre d'une exposition itinérante de l'Institut du monde arabe, à Paris.

À l'extérieur de l'API, on admire encore un extrait de la série *In Jesus' Name* de Christian Lutz. En 2012, un livre du photographe avait été censuré, malgré l'autorisation donnée dans un premier temps par la congrégation évangélique au cœur de l'ouvrage. Pour le coup, Lutz avait décidé de présenter les clichés attaqués avec un bandeau de texte barrant les visages – il reprend les mots de la plainte pour atteinte à l'image déposée contre lui, entre-temps retirée. **SAMUEL SCHELLENBERG**

API, 25 rue du Vuache, Genève, expositions du 8 novembre (vernissage à 17 h) au 7 décembre, lu-ve 10 h-15 h.

## WikiLeaks: treize ans de révélations

**Portrait ▶** Informaticien autodidacte, hacker et spécialiste du cryptage, Julian Assange a 35 ans lorsqu'il démarre le projet WikiLeaks en 2006. L'Australien vient de lâcher la faculté de mathématiques de Melbourne, disant refuser de travailler pour des commanditaires militaires. Surtout, il a une idée précise en tête: offrir une plateforme aux lanceurs d'alerte, où ceux-ci pourraient partager leurs informations sans risque d'être identifiés. Leurs informations sont ensuite, après filtrage et médiation de spécialistes de la société civile, publiées sur le site.

Lancé en Suède, pour des raisons de protection légale, en 2007, WikiLeaks fait ses armes en révélant des informations sur la prison secrète et illégale de Guantanamo. En 2008, le site fait une première irruption

dans la politique US en publiant des e-mails de l'ultraconservatrice Sarah Palin. L'année suivante, WikiLeaks révèle comment la société Trafigura a tenté de minimiser son rôle dans le scandale des déchets toxiques du Probo Koala. La firme sera condamnée en 2011.

Mais c'est surtout une vidéo datant de 2007 et publiée en avril 2010 qui va faire exploser l'influence du site et la surveillance des services de renseignement étasuniens. Les images montrent un hélicoptère de l'armée US cibler un groupe de civils irakiens. L'attaque coûtera la vie à 18 personnes, dont des enfants et deux journalistes de Reuters. Avec cette vidéo, la version officielle, qui prétendait que les reporters se trouvaient du côté des rebelles, s'écroule. Condamnée pour avoir transmis ces images classifiées à

WikiLeaks, Chelsea Manning a purgé plus de sept ans de prison. Elle est à nouveau incarcérée aux États-Unis depuis ce printemps pour son refus de témoigner contre Julian Assange.

**Apogée de WikiLeaks, l'année 2010 est aussi celle du début des ennuis**

En 2010, c'est aussi le début d'une collaboration entre WikiLeaks et plusieurs grands journaux (*New York Times*, *Spiegel*, *The Guardian*, *Le Monde*) pour trier et analyser des milliers de câbles diplomatiques étasuniens. Le plus célèbre concerne les quelque 90 000 fichiers mili-

taires, documentant la guerre en Afghanistan entre 2004 à 2009 et qui font apparaître de très nombreux cas de «bavures» de l'armée étouffées par les États-Unis ou par la France. Ces *War Afghan Logs* montrent aussi l'implication de l'allié pakistanais au côté des Talibans et surtout leur montée en puissance, soulignant l'échec de la campagne alliée en Afghanistan.

Apogée de WikiLeaks, l'année 2010 est aussi celle du début des ennuis. Deux mois après la révélation des premiers *War Afghan Logs* et quelques jours après que M. Assange a prévenu de son intention de publier les 15 000 documents restants, la justice suédoise révèle être saisie d'une plainte pour viol contre Julian Assange. A peine lancée, la demande d'arrestation est révoquée. En octobre, l'Australien voit toutefois les

autorités lui refuser un permis de séjour permanent. Et en novembre, quelques jours après la divulgation des nouveaux documents afghans, la demande d'arrestation est réactivée.

Comme un symbole de cette année 2010 à deux facettes: Julian Assange est plébiscité en novembre comme «homme de l'année» par les lecteurs de *Time Magazine*, mais n'a pas droit à la fameuse couverture de décembre. Il a été déclassé par la rédaction, qui lui préfère Mark Zuckerberg.

Julian Assange est arrêté ce mois-là à Londres, puis libéré sous conditions. Il se réfugiera en 2012 à l'ambassade d'Équateur pour échapper à l'extradition. Il obtient même la nationalité équatorienne mais Quito échoue à le rapatrier.

Malgré la situation complexe de son fondateur, WikiLeaks

poursuit ses révélations. Sur le régime Assad en 2012. Ou sur les négociations secrètes des traités de libre-échange (transatlantique, transpacifique, TISA).

En 2016, le site fait de nouveau parler de lui lors d'une campagne présidentielle étasunienne, lorsqu'il publie des milliers de courriels de la candidate démocrate Hillary Clinton. Cela vaudra à Julian Assange la réputation d'avoir fait le jeu de Donald Trump.

L'année d'après, WikiLeaks dévoile les méthodes de piratage des réseaux sociaux et des applications par la CIA et la NSA.

Mais en avril 2019, Julian Assange perd la nationalité équatorienne et son statut de réfugié. Livré à la police londonienne, il est menacé d'être extradé vers les États-Unis, où il est inculpé pour espionnage. Il risque la prison à vie. **BPZ**